

Omer, l'impuissance tranquille...

Blog d'Alain Rajaonarivony, journaliste - 10/02/12

Dès que le vol Airlink SA 8252 se fut posé à Ivato, avec 2 heures de retard et sans Lalao Ravalomanana ce 4 février, Mamy Rakotoarivelo, chef de la mouvance de l'ancien chef de l'état et président du Congrès de la transition, la chambre basse, a fait une déclaration. Abandonnant sa réserve habituelle, il a demandé à la communauté internationale de prendre des sanctions fermes à l'égard de la HAT pour ses «violations répétées de la feuille de route». Il a aussi surtout fustigé la position «très ambiguë» de la France. La mise en cause officielle de l'ancienne puissance coloniale par un haut responsable de l'Etat malgache, de l'opposition mais haut responsable quand même, est une première...



Trois jours après, Jean-Marc Châtaigner, l'ambassadeur de France, assure avoir «pris connaissance avec étonnement» de cette réaction. Dans le même temps, une quarantaine de militaires français débarquaient à Ivato, sous couvert de coopération de l'armée malgache avec la Fazoi (Forces armées de la zone Sud de l'Océan Indien), basée à La Réunion. Ils viennent s'ajouter aux coopérants déjà sur place, plus la frégate «Floréal» qui mouille à Diego pour des mois, dans le cadre de la lutte contre la piraterie somalienne. En fait, il n'y a jamais eu autant de soldats français sur le sol malgache depuis la fermeture de

leurs dernières bases en 1975. Plus que leur nombre inhabituel, c'est le timing choisi par la France pour les déployer qui surprend. Andry Rajoelina et ses derniers fidèles sont en grande difficulté, rejetés de plus en plus ouvertement par la population qui n'hésite donc pas à faire facilement le lien. Ces militaires français seraient là pour les protéger...

Lalao Ravalomanana a dû descendre de l'avion à Johannesburg, c'était la seule certitude au moment du retour manqué jusqu'à ce que les pièces du puzzle puissent être reconstituées dans la soirée, car personne ne voulait en endosser la responsabilité. Le ministre des transports avait annoncé la veille qu'il n'y aurait pas de Notam comme lors du 21 janvier (voir article : «[Madagascar : Assez !!!](#)»). Tenu par cette promesse, il a contourné la difficulté en adressant une mise en garde à Airlink l'avertissant qu'il ne garantissait en rien la sécurité de ce vol si l'ex-première dame se trouvait à son bord. Dans le même temps, le ministre de la Sécurité intérieure, le contrôleur général Arsène Rakotondrazaka, téléphonait à Rodger Foster, un des responsables de la compagnie aérienne, pour le menacer dans le même sens, intimidations confortées ensuite par l'ACM (Aviation Civile de Madagascar). Mis au courant, Marius Fransman, vice-premier ministre sud-africain et médiateur dans la crise malgache, aurait alors conseillé à Airlink de partir sans son illustre passagère. Lalao Ravalomanana est descendue de l'appareil. Ses bagages et ses compagnons de voyage sont par contre arrivés à bon port.



Malgré une foule aussi importante que lors du 21 janvier, il n'y a pas eu d'incidents à déplorer. Il est vrai de l'Emmo-Reg du Général Ravalomanana, qui avait pourchassé de paisibles citoyens en train de rentrer chez eux ce jour-là en provoquant la mort de l'un d'eux, s'était fait discret (voir [article précédent](#)). A l'annonce de ce retour refusé par la HAT au mépris de toutes les conventions internationales, les sympathisants de l'ancienne Première dame ont simplement souligné qu'ils n'étaient pas découragés et qu'ils reviendraient. Les observateurs ont été surpris du calme et de la maîtrise de ces dizaines

de milliers de personnes. Comme d'habitude maintenant, Omer Beriziky, le premier ministre, a avoué n'avoir pas été au courant des manigances de ses subordonnés et a convoqué le ministre des transports...

Cela fait maintenant 2 mois que les magistrats exercent leur droit de retrait après l'assassinat du procureur de Tuléar, Michel Rehavana, par des policiers furieux de voir l'un des leurs inculpé dans une affaire d'attaques à main armée. Sur TV Plus le 6 février, les représentants de la justice ont déclaré que la loi est faite actuellement par ceux qui possèdent les armes et «les premiers responsables de l'Etat en ont peur». Quand les militaires réclament quelque chose, ils sont exaucés tout de suite, «de crainte qu'ils ne se retournent ». Les autres corps de la fonction publique, de l'Education nationale à la Santé en passant par la Justice peuvent toujours attendre... «Ce qui s'est passé à Tuléar est une violation au plus haut niveau de l'état de droit», car des policiers ont assiégé une prison pour tenter de libérer un des leurs ont-ils asséné. Les militaires et les gendarmes ont refusé d'intervenir pour défendre le procureur de la vindicte des policiers. Les magistrats se battent désormais pour une véritable indépendance et pour «pouvoir juger simplement selon la loi et leur conscience», en faisant fi des pressions de la hiérarchie et du pouvoir politique. Ils seraient prêts à donner leur avis sur le déroulement du jugement de Marc Ravalomanana, en sous-entendant des vices de procédures...



Ce 6 février, pendant que les magistrats expliquaient qu'ils préparaient des Assises nationales pour exiger leur indépendance effective, le commissaire Charlie Nakany, de la DST (Direction de la sécurité du territoire), un organisme rattaché directement à Andry Rajoelina, débarquait à des heures indues chez Tojo Ravalomanana, le fils de l'ancien président, à Antsirabe. Se fiant à une intox lancée par un journaliste travaillant pour le ministère de la communication (et limogé depuis), il pensait y trouver des armes et des hommes prêts à se lancer dans une opération de déstabilisation. C'était ridicule car le déplacement de 5000 hommes, équivalent à 4 régiments, aurait forcément attiré l'attention depuis les régions Sud (Tuléar et Fort-Dauphin) d'où ils étaient sensés venir. Perquisitionnant bien au-delà des heures légales, après 19 heures, Charlie

Nakany et ses fins limiers ont usé de la violence, tirant en l'air pour intimider le maître des lieux et le fokonolona venu à la rescousse, blessant un gardien et faisant un carton sur le chien, découpant à la meule électrique les cadenas. N'ayant rien trouvé, ils ont accusé Tojo de trafic de drogue, les policiers ayant pu ramasser fort opportunément quatre paquets de cannabis dans les écuries au moment où ils y passaient. L'avocate de la famille a démenti toutes ces allégations... Euh, comme d'habitude, Omer Beriziky, le premier ministre, n'était pas au courant de cette perquisition et s'est dit «consterné» etc., etc...

Il faut avouer que si l'efficacité d'Omer Beriziky est pour l'instant proche de zéro, c'est quand même le plus sympa et le plus cool de la bande. Raison pour laquelle tous les regards se tournent vers lui et qu'on commence à le voir comme une alternative crédible pour mener le pays vers l'apaisement et une véritable réconciliation... Son impuissance semble être portée à son crédit par l'opinion. Il lui reste à le transformer en force morale et politique...

Photo 1 : Les militaires français sur le tarmac à côté de leur Transall, «sans Notam», comme le feront remarquer les Facebookers...

Photo 2 : Lalao Ravalomanana empêchée de revenir par 3 fois. La peur et la rancune amènent Andry Rajoelina à s'en prendre à l'épouse et au fils de l'ancien président.

Photo 3 : Jean Omer Beriziky, le Premier-ministre, le plus sympa à défaut d'être le plus respecté par ses subordonnés...